



CONGRÈS  
01-05 FÉVRIER 2021  
MONTPELLIER

Une **Fédération**  
**renforcée** organisée  
pour *gagner*

**Du 1<sup>er</sup> au 5 février 2021 va se tenir notre 42<sup>e</sup> Congrès Fédéral au Corum de Montpellier (34). C'est un moment important dans la vie des syndiqués de la métallurgie, de leur syndicat, de leur structure en territoires, de la Fédération, car il construit la feuille de route de notre activité pour la prochaine mandature. Cette feuille de route ne se construit pas en une semaine. Elle s'écrit en mettant en œuvre une pratique syndicale qui se nourrit du vécu au quotidien des salariés, retraités et privés d'emploi. Elle se construit pas à pas avec les syndiqués, avec des arguments solides, étayés, en confrontant nos études et nos analyses aux réalités du terrain.**

## **UNE FÉDÉRATION ET SES SYNDICATS IMPULSANT LA LUTTE**

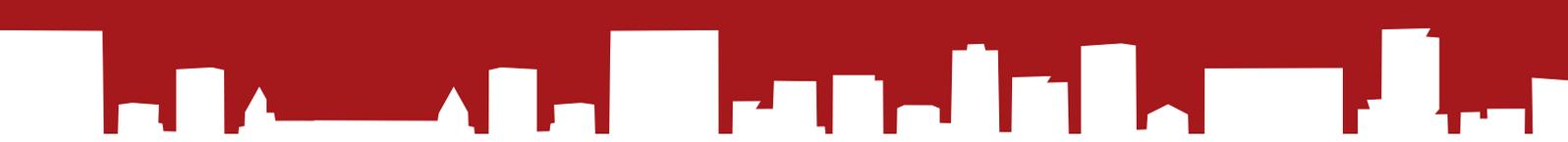
La lutte menée depuis la fin de l'année dernière sur la réforme des retraites amène quelques réflexions immédiates, même si une analyse globale sera nécessaire par la suite. Avec la désindustrialisation, la volonté du patronat de déstructurer les entreprises de la métallurgie, les « gros bastions » de la CGT ont disparu et la construction de la lutte est différente. Globalement il n'y a eu à quelques exceptions, que la navale et la sidérurgie qui ont reconduit le mouvement sur plusieurs jours. Or, avec l'attaque de l'UIMM sur les droits sociaux des salariés dans laquelle s'engouffrent les dirigeants des industries de la métallurgie, la construction d'un rapport de forces puissant est indispensable.

### **Nous devons aujourd'hui construire :**

► Une bataille pour des droits de haut niveau autour du projet que porte notre Fédération, une Convention Collective Nationale unique pour tous les salariés de l'Hexagone, de l'ouvrier à l'ingénieur.

► Un projet industriel, avec nos syndiqués, répondant aux besoins des populations, respectueux de l'environnement et de ses salariés. Afin de préparer l'avenir et faire évoluer notre outil syndical pour une meilleure efficacité au service des salariés, la Fédération propose que quatre questions soient le fil conducteur dans notre congrès :

- Renforcer sans cesse la CGT en syndiquant et en formant les salariés qui animeront et développeront la CGT de demain (élections professionnelles, syndicalisation, formation des élus, reconnaissance de l'expérience syndicale...).
- Répondre à la réalité sociologique de la métallurgie et son évolution constante et exponentielle en direction des ingénieurs cadres et techniciens.
- Replacer les salariés et la réponse à leurs besoins et aspirations au cœur de notre démarche revendicative.
- Intégrer les enjeux environnementaux dans toute notre démarche industrielle.



# Trois thèmes mis au débat du congrès

## 1 DE QUELLE CGT LES SALARIÉS DE LA MÉTALLURGIE ONT-ILS BESOIN ?

### Syndicalisation et vie syndicale

Il faut préparer l'avenir de la CGT en syndiquant et en formant les salariés qui animeront et développeront la CGT de demain (élections professionnelles, syndicalisation, formation des élus, reconnaissance de l'expérience syndicale...). Ces dernières années, notre branche voit partir pour une retraite bien méritée des dizaines de milliers de salariés. Cette génération dite du « papy-boom » est également très présente dans nos forces organisées, parmi nos syndiqués, militants, élus, animateurs territoriaux et responsables nationaux. La 2<sup>e</sup> évolution majeure que nous vivons, c'est la transformation sociologique profonde du salariat de la métallurgie, avec une baisse dans les élections professionnelles du 1<sup>er</sup> collège au bénéfice du 2<sup>e</sup> et particulièrement du 3<sup>e</sup> collège. L'enjeu du renouvellement de nos équipes syndicales et de leurs formations est vital pour la continuité de l'activité et la transmission des savoirs dans nos syndicats et sections syndicales, mais aussi dans nos structures syndicales. Nous devons travailler la complémentarité entre toutes les catégories de salariés, mais aussi entre actifs et retraités. Les outils spécifiques de notre Fédération, que sont l'UFR et l'UFICT, doivent être plus visibles. Nous avons aussi à relever les défis qui nous sont posés en matière de féminisation et de rajeunissement, afin de donner aux femmes et aux jeunes une place à part entière dans notre organisation.

### Se renforcer pour gagner

Nous avons donc la responsabilité, dès à présent, de penser à la poursuite de la transformation de notre outil CGT. Nous devons être la Fédération de toutes et de tous, des métallurgistes et de tous les salariés de nos branches rattachées (le froid, les services de l'auto, le machinisme agricole et la BJO). Au cœur de cette démarche, les syndiqués doivent être les acteurs et décideurs de ces évolutions. Dans le même temps, il nous faut assurer la continuité syndicale en permettant aux centaines de milliers de retraités de la métallurgie d'avoir toute leur place dans notre organisation. Notre Fédération œuvre contre la discrimination syndicale qui constitue un véritable frein à l'engagement des salariés. Ce combat doit s'intensifier, car le patronat l'utilise comme une arme envers les syndicats et tout particulièrement envers les élus et mandatés CGT. La formation des élus et des cadres syndicaux doit être aussi une priorité pour notre organisation. Trop souvent des élus exercent des mandats sans avoir eu la formation CGT de base, suivie de la formation spécifique nécessaire à leur exercice syndical. Dans notre champ professionnel, cela doit s'opérer à tous les niveaux national et local.

### Une CGT d'aujourd'hui et de demain

Poursuivre la transformation de notre outil fédéral à tous les échelons, pour gagner des droits nouveaux et développer l'emploi (évolution de la structuration de l'activité de la fédération en territoires...), car, depuis plusieurs années, le patronat avec son relais gouvernemental n'a de cesse de s'attaquer aux conquises sociales. Pour ce faire, il s'attaque à notre syndicalisme revendicatif et de transformation sociale par :

- le remplacement des CE, CHSCT, DP par les CSE,
- la remise en cause des accords de droits syndicaux,
- la fusion et la baisse des moyens alloués aux Institutions Représentatives du Personnel (IRP),
- les discriminations syndicales...

### Un outil fédéral pour élever le rapport de forces

La modernisation de notre outil fédéral doit être pensée pour faire face à ces attaques et relever les nouveaux défis sociaux et industriels auxquels nous sommes confrontés. Cette évolution nécessite d'intégrer l'ensemble des salariés, à tous les échelons de nos structures, quels que soient la catégorie socio-professionnelle, l'âge, le genre, l'origine ou le statut.

**Comment faire évoluer notre outil national pour permettre aux camarades de pleinement s'investir dans leur responsabilité fédérale notamment au Comité Exécutif ? Comment reconstituer des collectifs de travail afin d'accompagner au mieux les syndicats dans leurs revendications ? Comment repenser nos activités en territoires, renforcer nos outils que sont nos USTM et nos animations régionales, au regard des évolutions de l'emploi dans l'ensemble de nos filières et de la transformation des bassins d'emplois ?**

Ces problématiques sont nos axes revendicatifs majeurs, d'une nécessité absolue. Les salariés de notre branche ont besoin d'une CGT en harmonie avec leur vécu.



# 2 QUELS DROITS DIGNES DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE POUR LES MÉTALLOS ?

## Quels droits sociaux pour les salariés de la métallurgie dans une Convention Collective Nationale ?

Sous couvert de révolution numérique, de mondialisation voire de modernité, le patronat de la branche (UIMM) tente de remettre à plat l'ensemble des garanties collectives des salariés de la métallurgie. Pour l'UIMM, la négociation autour de l'évolution du dispositif conventionnel qui est en cours depuis plus de quatre ans, vise à construire un ensemble de textes qui structurera le statut des salariés de notre branche pour le futur.

## Sans social pas d'industrie et sans industrie pas de social !

Partant de ces réalités qui se déclinent concrètement dans l'ensemble des entreprises de notre branche, notre responsabilité est de construire et de porter, avec les salariés, une Convention Collective Nationale de haut niveau. Ce projet revendicatif est intimement lié à nos propositions industrielles pour développer l'emploi, répondre aux besoins des salariés et des populations, en prenant en compte les enjeux environnementaux.

## Résolument tournés vers l'avenir

À cet effet, la FTM-CGT appelle les syndicats et l'ensemble des salariés à défendre bec et ongles leurs droits sociaux contenus dans les textes actuels, mais aussi à poursuivre le travail sur notre projet de Convention Collective Nationale de haut niveau. Il faudra, réussir à l'imposer par la lutte, permettant ainsi aux salariés de conserver leurs droits et de les améliorer pour les mettre en adéquation avec notre temps.

Elle appelle également les salariés à définir, en partant de leur environnement de travail, les emplois nécessaires à la bonne réalisation de leur activité et à porter collectivement ces besoins tout en travaillant sur des projets anticipant les évolutions liées en particulier aux progrès de la recherche.

La FTM-CGT se place résolument sur le terrain de la défense et de la création de l'emploi industriel et mettra tout en œuvre pour obtenir des résultats concrets.



# 3 L'INDUSTRIE LIBÉRÉE DE LA FINANCE : LA RÉPONSE À L'URGENCE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE DE NOS TERRITOIRES

## La reconquête industrielle passe par une industrie libérée de la finance

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 20 ans, la part de l'industrie est passée de 16,7% à 11,9% et plus de 1 million d'emplois industriels ont disparu. Alors que les entreprises du CAC 40 pour l'année 2019 ont redistribué 60 milliards d'euros aux actionnaires, dont 49,2 milliards sous forme de dividendes, c'est une hausse de +12 % par rapport à 2018, déjà année record. Au cours de ces dernières années, nos filières ont été percutées par les stratégies financières des donneurs d'ordres, avec une pression accrue en direction des salariés qui les composent : sous-traitance, éclatement des collectifs de travail, précarité, stress, RPS, TMS, gel des salaires... Les attaques subies par les salariés sont une réalité que nous n'avons de cesse de combattre.

Les assises de l'industrie, qui se sont tenues les 6 et 7 novembre 2019 à l'initiative de notre Fédération, ont été un nouveau point d'étape dans la campagne pour la défense et le développement de nos emplois et de nos industries. Nous avons maintenant besoin de travailler des outils, des fiches pratiques, des argumentaires, d'organiser des journées d'études en territoires pour armer nos militants, avec comme fil conducteur : le coût du capital, les questions environnementales et la formation professionnelle.

Ceci pour que nos élus, nos mandatés, nos syndiqués, construisent à partir de leur réalité de terrain leurs propres revendications. Nous voulons une construction revendicative du bas vers le haut. C'est de cette manière que nous construirons le rapport de forces pour gagner.

## Les alternatives existent : le développement industriel, la réponse à l'urgence sociale et environnementale

Le projet autour de l'« industrie du futur » porté, par le gouvernement, utilise la technologie comme un levier pour la compétitivité.

Ceci est à l'opposé de l'analyse de la FTM-CGT, pour qui la technologie doit permettre une efficacité sociale qui créera des emplois, améliorera les conditions de travail et les empreintes écologiques.

Un risque majeur existe d'effet de vitrine industrielle. Face à ce risque de basculement vers une industrie de service, la CGT revendique une industrie de la recherche et de l'innovation, où l'homme est au centre de l'entreprise et non pas un simple faiseur de gains.

La désindustrialisation de notre pays, au service de la rentabilité financière au détriment des investissements et de l'emploi, n'est pas acceptable.

Notre Fédération s'est résolument engagée à poursuivre et amplifier son travail pour permettre à l'industrie de retrouver une place prépondérante dans le développement du pays et la réponse aux besoins de la population. Cela doit nous amener à débattre sur plusieurs sujets structurants :

- Quels droits nouveaux pour que les salariés puissent intervenir dans les stratégies des entreprises ?
- Quel contrôle de l'efficacité des aides publiques et de l'exonération de cotisations sociales ?
- Sauvegarder l'outil de production par la réquisition ? L'appropriation ? La nationalisation ?
- Porter la proposition de loi des GM&S sur la relation donneurs d'ordres sous-traitants.
- Amplifier notre travail en filières à tous les niveaux, bassins d'emplois, territoires, régions tout en gardant une cohérence nationale pour ne pas les mettre en concurrence et/ou les spécialiser.
- Quel mixe de motorisation pour la mobilité de demain ?
- Porter des projets au niveau des groupes pour maintenir et développer les différentes filières industrielles sur l'ensemble du territoire, pour travailler mieux et travailler tous.
- Amplifier le travail avec les fédérations CGT de l'industrie et l'ensemble de la CGT.
- Revendiquer un droit d'alerte environnementale.
- Porter au niveau européen une logique de coopération.
- Réindustrialiser le pays, alors que 60 % de notre consommation est importée.

42<sup>e</sup> CONGRÈS  
01-05 FÉVRIER 2021  
MONTPELLIER

